



**PRÉFET  
DE LA  
MARTINIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de l'environnement  
de l'aménagement  
et du logement**

Élaboration d'un plan de prévention et de gestion des  
espèces exotiques  
envahissantes (Faune et Flore) en Martinique

—  
**Cahier des clauses particulières**

# CONTEXTE

## 1- contexte global

A l'échelle mondiale, les espèces exotiques envahissantes (EEE) sont identifiées comme l'une des 5 grandes pressions qui s'exercent sur la biodiversité. A ce titre, le nouveau cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal, en particulier la cible 6, vise d'ici 2030, à réduire de 50 % le taux de leur introduction et à éliminer ou réduire leurs impacts sur la biodiversité et les services écosystémiques.

La France est l'un des pays le plus confrontés aux EEE du fait de sa position géographique de carrefour en Europe, mais aussi du fait de l'exposition et de la vulnérabilité des outre-mer. Ceux-ci ont connu une évolution éloignée des continents qui a façonné des écosystèmes fragiles et uniques abritant 80 % de la biodiversité nationale, caractérisée par un endémisme prononcé. Sont recensées près de 500 EEE dont 350 dans les outre-mer et elles seraient impliquées dans 55 % des extinctions documentées dans ces territoires. En plus des impacts écologiques qu'elles génèrent, elles peuvent être à l'origine d'impacts économiques et sanitaires. La Martinique qui fait partie de l'un des 36 points chauds de la biodiversité, n'est pas épargnée. C'est pourquoi les acteurs de l'île conduisent de plus en plus d'initiatives pour contrer ce phénomène.

L'Union européenne a adopté un Règlement sur les EEE en 2014 qui interdit aux États membres l'importation, la culture, la reproduction, la vente ou la remise dans le milieu naturel d'espèces exotiques de végétaux et animaux qui menacent la biodiversité. (Règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur la prévention et la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes).

Ce règlement a été décliné en droit français à travers la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.

Le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires coordonne la stratégie nationale relative aux espèces exotiques envahissantes publiée en mars 2017. Cette stratégie accompagne la mise en œuvre du règlement européen. Elle constitue un cadre national pour répondre aux défis de plus en plus pressants posés par les invasions biologiques. En 2022, un plan d'action pour prévenir l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes sur la période 2022-2030 a été lancé. Ce plan vient en renfort du volet prévention de la stratégie nationale relative aux EEE et s'accompagne de mesures concrètes de lutte contre ces espèces. La stratégie nationale biodiversité 2030 a été récemment présentée en novembre 2023 et identifie plusieurs actions prioritaires ciblant spécifiquement les EEE (mesures 10 et 17).

Ces documents de cadrage au niveau national constituent une base de réflexion pour une déclinaison aux échelles régionales et locales.

## 2- Présentation du contexte local

Dans ce contexte, la DEAL Martinique, acteur impliqué dans la prévention et la gestion des EEE est un des animateurs de la mise en œuvre des engagements pris par l'Etat pour la protection de la biodiversité et limiter son déclin. La DEAL Martinique a décidé de mobiliser les différents acteurs du territoire pour décliner au plus près du terrain les actions nationales concernant les espèces exotiques envahissantes au regard des actions déjà menées sur l'île.

A l'heure actuelle, la Martinique ne dispose pas encore d'un plan de prévention et de gestion des EEE adapté à son contexte. Une structuration avec tous les partenaires intervenant sur les EEE est désormais essentielle pour assurer l'organisation globale, la cohérence et la complémentarité des actions menées en Martinique. Sa mise en œuvre s'intégrera également dans la territorialisation de la planification écologique en cours en Martinique.

# CLAUSES ADMINISTRATIVES

## Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'élaboration d'un plan de prévention et de gestion des espèces exotiques envahissantes en Martinique.

Les espèces végétales et animales seront pris en compte dans ce plan pour les milieux terrestre, aquatique et marin.

La prestation consistera en :

- la préparation et l'animation des réunions d'élaboration et de validation du plan de prévention et de gestion des EEE. Le recours à la dématérialisation est encouragé par le maître d'ouvrage (consultations dématérialisées, visioconférence...) afin d'optimiser la participation des membres aux groupes de travail ;
- la rédaction d'un projet de ce plan. Une attention toute particulière doit être apportée à sa lisibilité afin d'en faciliter l'appropriation par les autorités compétentes et le public, mais également sa mise en œuvre opérationnelle par les bénéficiaires (services de l'État, EPCI, OFB, collectivités, acteurs locaux, gestionnaires de site, PNRM...). Le rapport devra être synthétique, clair et communiquant.

Pendant toute la durée de son marché, le prestataire devra préparer et animer toutes les réunions, et rédiger les comptes-rendus dans un délai rapide et compatible avec le planning d'élaboration. Les documents préparatoires aux réunions devront être transmis une semaine à l'avance et diffusés aux participants a posteriori.

Une réunion entre la DEAL Martinique et le prestataire actera le lancement de la prestation. Le prestataire proposera au début de sa prestation un rétroplanning de réalisation.

Les compétences attendues du titulaire sont les suivantes :

- maîtrise du contexte local (enjeux, acteurs, etc.) ;
- connaissance des enjeux et de la problématique des EEE ;
- maîtrise des outils méthodologiques nécessaires à l'élaboration du plan, dans un contexte pouvant nécessiter le recours privilégié au travail à distance ;
- maîtrise des outils et logiciels nécessaires à la rédaction du plan.

En outre, les qualités relationnelles et savoir-faire suivants sont attendus :

- réactivité et disponibilité ;
- animation de réunion, capacité d'écoute, d'analyse, de synthèse et de reformulation des mesures pertinentes ;
- pédagogie.

## Forme du marché

Le montant estimé de la prestation est de 39 000 euros HT.

## 3. Étendue du marché et lieu d'exécution

La prestation est réalisée conformément aux clauses techniques, sur le territoire de la Martinique.

## 4. Délai d'exécution

Le marché étant prévue pour une durée maximale de 15 mois, le prestataire précisera à son offre la méthodologie qu'il propose ainsi qu'un planning prévisionnel suivant l'ensemble des contraintes présentés à ce CCP.

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG-PI, le délai d'exécution du marché débute à compter de sa date de notification.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

## **5. Obligation du titulaire**

Le titulaire s'engage à :

- à maintenir une équipe dont la compétence et l'expérience sont identiques tout au long de la réalisation des prestations ; en cas d'indisponibilité d'un membre de l'équipe initialement retenue, il s'engage à le remplacer le plus rapidement possible par une autre personne dont le profil et les compétences sont similaires,
- tenir des réunions téléphoniques régulières entre les copilotes et le prestataire, tout le long de la prestation, en tant que nécessaire,
- Le titulaire s'engage à apporter aux dossiers et documents remis, sans rémunération supplémentaire, les modifications ou mises au point qui seraient demandées,
- à la qualité rédactionnelle des documents qu'il rédigera et qui sont susceptibles de faire l'objet d'une large diffusion ou d'une présentation ultérieure,
- à demeurer pleinement réactif et disponible pour les nécessités du marché, notamment pour la prise en compte des demandes de modifications sur les documents préparés par le titulaire,
- à être force de propositions sur la méthodologie d'élaboration et de pilotage (gouvernance, indicateurs, actions à (re)-définir...),
- fournir les livrables suivants au fur et à mesure de l'avancement de la prestation et des différentes phases,
- à assurer la liaison entre les différents intervenants permettant d'assurer une bonne circulation de l'information (diffusée ou demandée),
- à tenir à jour le recueil des coordonnées électroniques et téléphoniques de l'ensemble des acteurs,
- à se tenir aux obligations éthiques usuelles de confidentialité en vigueur dans ce domaine.

## **6. conditions financières**

### **6.1. Prix**

Les prix sont réputés fermes et actualisables.

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la signature de l'acte d'engagement par les soins du titulaire.

Le prix ferme sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date ou mois d'établissement du prix initial et la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations.

Cette actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation (Ca) donné par la formule :

$$Ca = I_{m-3} / I_0$$

dans laquelle

$I_0$  : index du mois d'établissement des prix

$I_{m-3}$  : index du mois antérieur de trois mois "m" contractuel de commencement d'exécution des prestations. Ce mois «m» est celui de la notification de son marché.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index national : ING - Ingénierie publié sur le site : [www.insee.fr](http://www.insee.fr).

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui

doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

## 6.2 Avance

Une avance d'un montant correspondant à 20% du montant du marché est versée au titulaire à la notification du marché selon les dispositions de l'article R.2191-3 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2191-5 du code de la commande publique, le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur la somme due au titulaire au titre du solde.

Nota: Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10, R.2193-18 à R.2193-21.

## 6.3 Acompte

Le marché prévoit la possibilité de paiement par phase à la remise des livrables attendus suivants : état des lieux, la version projet du plan d'action et le document final du plan d'action.

## 7. Dispositions diverses

### 7.1 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le Tribunal administratif de Fort-de-France, 12, rue du Citronnier Plateau Fofo CS 17103

97233 Schoelcher

<http://martinique.tribunal-administratif.fr>

### 7.2 Propriété intellectuelle des documents et données environnementales

Selon les articles L300-1, L321-1 du Code des relations entre particuliers et l'administration (CRPA), l'article L111.1 du Code de la propriété intellectuelle (CPI), et le Règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD), le(s) document(s) produit(s) ou reçu(s) par l'administration sont considérés comme documents administratifs donc réputés publics à l'exception des informations personnelles ou relevant de la propriété intellectuelle, c'est-à-dire, une œuvre présentant une création de l'esprit, originale. En l'espèce, les données brutes de biodiversité ne sont pas régies par le CPI contrairement aux photographies, et les données à caractère personnel peuvent être anonymisées sur demande des participants au projet de la présente.

Les données et documents produits sont considérés comme «données environnementales», au sens de l'article L.124-2 du code de l'environnement.

L'État pourra également faire libre usage, sous réserve de mentionner le crédit du bénéficiaire, pour sa communication relative à l'opération ou à ses actions connexes, des images, photos et vidéos, acquises lors de l'opération par l'équipe engagée dans sa réalisation.

### 7.3 Confidentialité – Protection des données – Mesures de sécurité

Le présent marché est soumis aux dispositions de l'article 5 du CCAG/PI.

# CLAUSES TECHNIQUES

## 1. Objet

Le présent cahier des clauses particulières fixe les conditions d'exécution du marché.

## 2. Description de la mission

L'objectif global de ce marché est de rédiger un plan opérationnel de prévention et de gestion des espèces exotiques envahissantes en Martinique compatible avec la réglementation et les stratégies nationales et européennes existantes.

Pour y parvenir, il sera nécessaire dans un premier temps de dresser un bilan des acteurs mobilisés et actions mises en œuvre sur les EEE précédemment et actuellement en Martinique, afin de structurer ce plan opérationnel d'actions.

Ce plan permettra de coordonner et planifier les actions de prévention et de gestion des EEE sur une durée de 5 ans. Il permettra également l'identification et la validation du rôle de chacun des acteurs.

Il suivra le cadre proposé au niveau national dont les axes seront déclinés et adaptés à la Martinique.

Les Axes proposés ci-dessous permettront de structurer le plan de prévention et de gestion des EEE. A ce stade, ces propositions ne constituent pas le sommaire final du plan.

Axe 1 : Contexte particulier du territoire. Bilan des actions menées et identification des acteurs mobilisés

Axe 2 : prévention des introductions des EEE

Axe 3 : Surveillance, détection précoce et réaction rapide

Axe 4 : gestion des populations d'EEE établies

Axe 5 : Amélioration de la connaissance

Axe 6 : Communication, sensibilisation, formation

Axe 7 : Gouvernance du plan d'action

Axe 8 : Moyens humains et financiers

La gestion des EEE s'inscrivant sur le long terme, ce plan, prévu pour une durée de 5 ans, sera évalué à la fin de sa mise en œuvre pour être reconduit. Des indicateurs seront proposés par le prestataire pour évaluer efficacement la réalisation de chacune des actions.

Pour que ce document soit opérationnel et pour une bonne atteinte de ses objectifs, la liste des actions qui le composera ne sera pas exhaustive mais calibrée en fonction des acteurs pilotes et partenaires mobilisables et de l'expertise disponible.

Pour une bonne appropriation et lisibilité du document par l'ensemble des parties prenantes, il devra être synthétique et proposé sous la forme d'un cadre logique d'action.

Les actions seront présentées sous forme de fiches comportant les informations attendues (description, porteur/partenaire, priorité, calendrier, coût envisagé, indicateurs de suivi...). Sa structure finale sera définie au cours du marché.

La mise en œuvre de la prestation et les livrables attendus sont indiqués dans le tableau suivant. Plusieurs prestations pourraient être lancées conjointement. La liste des prestations ci-dessous ne suivent donc pas une chronologie figée :

<b>Prestations</b>	<b>Mise en œuvre</b>	<b>Livrables</b>
Réunion DEAL/prestataire Préparation du COPIL de lancement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préparation du contenu</li> <li>- Définition des participants et du créneau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Lancement des invitations</li> <li>- calendrier des différentes étapes sur la période du marché</li> </ul>
Animation d'un comité de pilotage (Copil) qui appuiera le prestataire pendant la durée de l'étude	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les acteurs constitutifs du Copil sont la DEAL, l'OFB, le CBN, la CTM, la DAAF, l'UICN)</li> <li>- Préparation, organisation et animation des réunions pendant l'étude</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation à minima de 3 réunions du Copil (lancement de l'étude, bilan à mi-parcours, restitution).</li> <li>- Rédaction et transmission des comptes-rendus de chaque Copil</li> <li>- Transmission des supports présentés</li> </ul>
Cartographie des acteurs et des actions mises en œuvre en Martinique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recensement des actions déjà mises en œuvre, en cours et prévues sur 5 ans par chaque acteur et des outils existants</li> <li>- Identification des attentes de chaque acteur et recensement des freins et difficultés rencontrées ainsi que des atouts dont ils disposent</li> <li>- Identification des actions non-portées et à mettre en œuvre suivant les priorités sur le sujet pour la Martinique et au niveau national (stratégie nationale, plan de gestion et la SNB)</li> <li>- Identification des acteurs concernés par la thématique actuellement non mobilisés et mobilisables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bilan bibliographique</li> <li>- entretiens en bilatéral avec chaque acteur (liste non exhaustive se trouvant en annexe) pour compléter le bilan bibliographique</li> <li>-transmission d'un compte-rendu de ce premier bilan</li> </ul>
Réunion DEAL/prestataire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- présentation du bilan bibliographique et des informations obtenues lors des bilatérales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-proposition d'un première trame de plan du document</li> </ul>
Structuration d'une gouvernance pour ce plan d'action	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identifier et valider les acteurs de la gouvernance</li> <li>- Proposer un fonctionnement et des modalités d'échange entre les différents acteurs de la gouvernance pour le suivi de la mise en œuvre du plan et la coordination des acteurs</li> <li>- présentation de cette gouvernance et de la trame du futur plan lors d'une réunion aux membres du COPIL</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Identification des référents thématiques pour faciliter le suivi de la mise en œuvre du plan. Ces référents seront en lien étroit avec la DEAL en charge de l'animation et du pilotage du plan.</li> <li>- remise du sommaire détaillé et définitif du plan de prévention et de gestion</li> </ul>

définition d'actions selon les grands axes	-organisation d'une réunion présentant la gouvernance envisagée suivie d'ateliers d'échange entre les partenaires selon les axes retenus afin de proposer et de définir les actions à retenir dans le plan et leur condition de mise en œuvre (priorisation, durée, pilote, financement...)	- Compte-rendu des ateliers - Liste des actions formulées lors des ateliers et les premières informations associées nécessaires (description, objectif, porteur de l'action, financement possible...)
Réunion COPIL	- présentation de l'analyse faite des ateliers, la liste des actions évoquées lors de ces ateliers et les informations recueillies -animation de la réunion pour définir les actions à retenir et à développer dans le plan d'action	- Compte-rendu de réunion avec les actions finales retenues après concertation du COPIL -présentation de premières fiches actions rédigées → A chaque action seront associés : un objectif, un descriptif, un pilote, des partenaires pour la mise en œuvre, un niveau de priorité, un calendrier prévisionnel et des indicateurs qualitatifs et quantitatifs d'évaluation
Rédaction du plan d'action	- rédaction selon le plan du document précédemment défini et des actions définies	- Remise d'une première version rédigée du plan d'action
Présentation aux membres du COPIL de la deuxième version du plan après relecture par la DEAL	- présentation du plan et de sa structuration, - exposition les différentes fiches actions	-version finale du document après intégration des observations émises par les membres du COPIL après leur relecture.
Restitution du plan d'action finalisé	- organisation et animation d'une réunion pour exposer à tous les partenaires le plan de gestion établi	Remise des livrables définis au chapitre 5

Des entretiens réguliers avec la DEAL Martinique seront effectués et le prestataire pourra solliciter les membres du copil au cours de la prestation suivant les besoins.

D'autres plans d'actions mis en œuvre en France, en hexagone ou en outre-mer, pourront servir de base de réflexion pour ce travail, toutefois, ce plan d'action devra être calibré pour répondre aux enjeux propres à la Martinique.

Une attention particulière sera portée sur la méthodologie de concertation des acteurs pour permettre la rédaction d'un plan lisible et appropriable par les différents acteurs.

Le prestataire pourra être force de proposition sur une méthodologie et une chronologie des prestations attendues.



### 3. Autorisations

Le titulaire sollicitera auprès des autorités compétentes, en son nom, les autorisations nécessaires à la réalisation des actions nécessitant la coordination de plusieurs acteurs.

### 4. Suivi de la mission

La bonne réalisation de la mission sera suivie par le service Paysages, Eaux et Biodiversité de la DEAL Martinique. À cet effet, le titulaire et les représentants de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement se réuniront à la demande d'une des deux parties.

### 5. Livrables

Le prestataire remettra à la DEAL les livrables suivants :

- ceux définis dans le tableau du chapitre 2 des clauses techniques,
- un exemplaire reproductible du plan d'action complet sous forme de fichiers informatiques adressé par mail

Chaque livrable remis sous la forme d'un fichier numérique doit être dans un format compatible avec les outils de l'administration que ce soit pour les fichiers texte, tableur ou supports de présentation (LibreOffice version 5.2.6 et Qgis) et permettre d'identifier les différentes versions du document.

### 6. Critères de jugement des offres

Le pouvoir adjudicateur choisira l'attributaire du marché sur la base des critères de sélection suivants :

- Le prix, représentant 40 % de la note finale ;
- La valeur technique, appréciée sur la base du mémoire technique présente par le candidat, représentant 60% de la note finale ;

Dont :

Sous-critère	Points	Éléments notamment attendus
Méthodologie	35	<ul style="list-style-type: none"><li>- Description de la méthodologie qui sera déployée pour réaliser et mener à bien l'ensemble des missions</li><li>- Compréhension du projet, des contraintes, des objectifs et des enjeux</li><li>- Réponse au programme et pertinence de l'approche proposée au regard du plan d'action national et du REX d'autres plan d'actions mis en œuvre</li><li>- Modalité d'organisation en terme de concertation des acteurs déjà mobilisé et non mobilisé</li><li>- Adéquation de la méthodologie et de l'organisation mises en œuvre pour mener l'ensemble des missions</li></ul>
Calendrier prévisionnel	30	<ul style="list-style-type: none"><li>- Le respect des actions et livrables attendues par le pouvoir adjudicateur, dans le temps prévu au marché</li><li>- Cohérence du planning prévisionnel d'exécution de l'opération envisagé et détaillé par phase et/ ou élément de mission</li></ul>
Organisation et moyens humains	20	<ul style="list-style-type: none"><li>- Composition, compétences, expériences et références de chaque intervenant spécifiquement dédié à la mission</li><li>- Fonctionnement de l'équipe, répartition des missions entre les intervenants, l'organigramme...</li><li>- Organisation des entretiens avec la maîtrise d'ouvrage</li><li>- Cohérence du temps passé par les membres de l'équipe au regard du projet</li></ul>
Qualité du mémoire technique	15	<ul style="list-style-type: none"><li>- Rendu synthétique et exhaustif sur les éléments de missions, indiquant au passage les qualités du titulaire à rédiger le plan d'action sur ces mêmes attendus</li><li>- Clarté des propositions, cohérence</li><li>- Respect des éléments portés au CCP</li></ul>

Résultat de l'analyse :

Note finale =  $(a/b) \times 40\% + (\text{somme des sous critères attribués à l'offre}) \times 60\%$

a: prix de l'offre la plus basse

b: prix de l'offre examinée

# ANNEXE

## -Informations complémentaires:

Les partenaires participant à la lutte contre les EEE en Martinique sont nombreux. Ils seront impliqués à l'élaboration de ce plan d'action. La liste suivante des partenaires n'est pas exhaustive : PNRM, CTM, DAAF, OFB, CBN, Collectivités, ODE, ONF, UICN, DM, Parc Marin, Douane, Gestionnaires, Conservatoire du Littoral, Office de l'eau, FREDON, Chambre de l'Agriculture, experts,...

D'autres acteurs potentiels seront à impliquer :

CIRAD, Vétérinaires, SDIS, IFREMER, ZOO / ferme perrine, Clubs de plongée, experts, associations environnementales, association d'usagers, ACI, professionnels du végétal, professionnels des animaux, fédération de pêche ...

Bibliographique disponible non exhaustive :

- ⇒ rapport : les invasions biologiques aux Antilles françaises, diagnostic et état des lieux des connaissances (2013)
- ⇒ Stratégie nationale relative aux espèces exotiques envahissantes (mars 2017)
- ⇒ plan d'action pour prévenir l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes 2022 – 2030 (2022)
- ⇒ guide pratique pour la détection précoce et la rédaction rapide des EEE dans les DOM (UICN)
- ⇒ plan de Lutte contre l'Iguane Commun (PLIC Martinique)
- ⇒ plans d'action de la Réunion et de la Nouvelle-Calédonie (DEAL)
- ⇒ stratégie de lutte contre espèces exotiques envahissantes à Mayotte : Diagnostic et programme opérationnel de lutte, CBNM 2019
- ⇒ accompagner le traitement des déchets de plantes exotiques envahissantes issus d'interventions de gestion, UICN 2022
- ⇒ 100 of the world's worst invasive alien species, UICN 2007
- ⇒ compte-rendu feuille de route et présentation des GT EEE et PEE depuis 2019
- ⇒ Anguilla Invasive Species Strategy 2008
- ⇒ Saint Lucia National Invasive Species Strategy, 2012 - 2021
- ⇒ plantes exotiques envahissantes pour les milieux naturels de Nouvelle-Calédonie, Aican et GEE 2012
- ⇒ 2 Guides des espèces exotiques envahissantes (EEE) de Martinique - faune et flore - DEAL (2021 et 2023)
- ⇒ index Taxonomique de la flore Vasculaire de Martinique, version diffusable (2023)